

Pour nos droits et pour nos libertés

FAISONS PLIER LE GOUVERNEMENT

Défaillances de l'État

Masques, tests, lits d'hôpitaux : nous payons depuis des mois, et sur de nombreux sujets, des décennies de choix politiques qui ont accéléré le libéralisme économique et le capitalisme mondialisé. Malgré le "quoi qu'il en coûte" du Président de la République, **les moyens n'ont pas été mis sur la table pour faire réellement face à la deuxième vague de cette pandémie.**

Chômage et pauvreté s'accroissent

3 millions de personnes sont aujourd'hui privées d'emploi. Environ un quart des salarié.e.s ont passé une partie de l'année en chômage partiel. Dans notre département, ce sont plus de **21 % des habitant.e.s qui vivent sous le seuil de pauvreté**. De nombreuses TPE et PME sont également en grande difficulté depuis l'arrêt ou le ralentissement de leur activité.

Les jeunes durement touchés

Un rapport parlementaire porté par la communiste Marie-Georges Buffet, fait état des conséquences psychologiques catastrophiques de la crise chez les jeunes. **Un sur six a arrêté ses études cette année**. Là-encore, loin de mettre les moyens nécessaires pour permettre la réouverture des universités, la majorité gouvernementale a préféré voter une loi de programmation de la recherche qui constitue **une attaque sans précédent contre la recherche publique et les libertés académiques**. Celle-ci s'inscrit dans une logique ancienne de sape des universités, de la loi LRU à Parcoursup, en passant par la loi Fioraso. Elle restreint l'accès à l'enseignement supérieur et donc la possibilité de s'émanciper par les études.

La culture sacrifiée

Vecteur de l'émancipation humaine, **la culture demeure, surtout en temps de crise, une respiration vitale.** Et alors que, ces derniers mois, les acteurs et actrices de la culture ont mis en place des conditions de poursuite de leur activité en s'adaptant sans cesse, ils n'ont jamais réellement été soutenus. Les parlementaires communistes proposaient, à l'inverse, un **Plan de relance de l'art, de la culture et de l'éducation populaire** financé par la taxation des GAFAM afin de soutenir la culture et de la rendre accessible à toutes et tous. Le combat que mènent aujourd'hui pour leur survie ces actrices et acteurs de la culture est d'un intérêt majeur et mérite un large soutien populaire.

Un recul des libertés démocratiques

Dans le même temps, **toute remise en cause de l'action gouvernementale est lourdement réprimée.** Nous sommes en pleine dérive autoritaire de l'État. La loi de sécurité globale vise dans son ensemble à étendre le marché de la sécurité en renforçant les pouvoirs des polices municipales et privées, et accroître la surveillance de masse au détriment de toute ambition de service public. La loi contre le séparatisme est du même acabit. Avec son article 25 le gouvernement cherche à faire revenir par la fenêtre l'article 24 de la loi sécurité globale qui interdit de diffuser des images de policiers. Et il en va de même avec la loi de programmation pour la recherche qui criminalise les occupations d'universités lors des mobilisations étudiantes.

Celles et ceux qui sont visé.e.s par ces mesures sont les mouvements sociaux, les soi-disant 'islamo-gauchistes' et les musulman.e.s. En effet, **l'escalade raciste de ces dernières semaines est extrêmement préoccupante.** Les actions massives dont a parlé Darmanin dans des dizaines de mosquées sur tout le territoire, les dissolution d'associations contre l'islamophobie, victimes d'accusations mensongères, ainsi que la charte soumise à la signature des Imams contreviennent aux principes de la laïcité, font réapparaître le délit d'opinion et, en ne visant les pratiquants que d'une seule religion, s'inscrivent dans une logique de **racisme d'État.**



Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Email _____ Tél _____

Contactez-nous :

44 avenue de Prades, Perpignan - pcf.perpignan@gmail.com - 04 68 35 63 64